

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

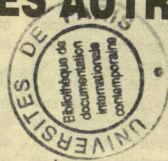
21 AU 27 AVRIL 1994

N° 954

10,00 F

## AFFAIRISME POUR LES UNS... PRÉCARITÉ POUR LES AUTRES

# PLUMONS LA VOLAILLE CAPITALISTE



**A** PEINES terminées les manifestations anti-CIP et les déprédations qui ont pu avoir cours, que les médias, à la faveur de trois soirs d'incidents graves en banlieue lyonnaise, nous chantent l'air : « Vi'a les casseurs, planquez les meubles ! ». A les en croire, des bandes de jeunes sèmeraient la désolation à Bron, Vaulx-en-Velin et Rilleux-la-Pape et alentours. TF1, France 2... le poids des mots, le choc des photos... et de voir des cohortes de CRS arpentant le pavé. Prétexte à ce tohu-bohu : un énième fait divers, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 avril, où six jeunes gens à bord d'une voiture volée ont été victimes d'un accident, à la suite d'une course-poursuite avec la police. Bilan : deux tués, deux dans le coma et deux blessés légers. Un lourd bilan pour un fait divers qui serait tombé dans le banal d'un quotidien par trop désespéré s'il n'y avait eu cette nouvelle flambée de violence.

Flambée est le mot juste puisque deux gymnases ont fini carbonisés sous les jets de cocktails Molotov, l'un à Vaulx-en-Velin, l'autre à Bron. L'ardoise sera salée si l'on en juge par les dégâts causés dans l'incendie du gymnase de Bron : quatre millions de francs, d'où la grosse colère exprimée au journal de 13 h, sur France 2, par Jean-Jack Queyranne, maire PS de la ville, qui en appelle ni plus ni moins à la répression en invoquant une certaine réserve de forces de l'ordre qui, durant quatre heures dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17, auraient lâché du lest.

Si Jean-Jack Queyranne aboie, que donneront les prochains éditoriaux de la presse de droite et d'extrême droite ? On entend déjà le quotidien *Présent* hurler, comme à son habitude, contre les bandes ethniques. On imagine l'Alliance populaire (extrême droite) imprimer à la va-vite des affiches sur le modèle de celles

(suite p. 3)

## C'est ça !



### le nouvel ordre mondial

FÉDÉRATION ANARCHISTE  
145, rue Amelot - 75011 PARIS

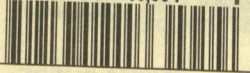
Affiche nouvellement éditée par le groupe Henry-Poulaille (format : 50X70) : 60 F les 50 exemplaires et 5 F l'une.

PARIS  
RADIO LIBERTAIRE  
(89.4)  
« Semaine  
contre l'ordre moral »  
du 24 au 30 avril

PARIS - 1<sup>er</sup> MAI  
Manifestation  
CNT-FA  
de place des Fêtes  
à République

(rendez-vous à 10 h,  
M<sup>o</sup> Place-de-Fêtes,  
19<sup>e</sup> arrondissement)

T 2137 - 954 - 10,00 F



« BALISES DE SURVIE »

## Des sanisettes pour les pauvres

Des « balises de survie » dans lesquelles s'installeraient les sans-logis, voilà le projet élaboré par Paul Virilio et Chilpéric de Boisguillé, repris par certaines municipalités à défaut de donner dans le logement social. Jean-Pierre Garnier nous explique, non sans ironie et colère, ce qu'il devrait en être de ces niches à l'usage des plus démunis.

**D**'ÉTRANGES édicules jalonnent peut-être d'ici peu les rues de Paris et des grandes agglomérations. On connaissait déjà le « mobilier urbain » installé avec autant d'outrecuidance que de mauvais goût sous les auspices de Jean-Claude Decaux. Voici que des « balises de survie » vont venir compléter le tableau. Qu'est-ce ? Des petits équipements de première nécessité qui devraient « aider les sans-abri à se maintenir la tête hors de l'eau ». Du moins, si l'on se fie aux propos de leurs généreux concepteurs, l'urbaniste Paul Virilio et

l'architecte Chilpéric de Boisguillé. A tout prendre, néanmoins, ils ont tout l'air de vouloir nous mener en bateau.

Invoquant Le Corbusier, ils se plaisent à comparer les métropoles de l'Occident à des paquebots. Battant pavillon capitaliste, ceux-ci comportent, comme il se doit, plusieurs classes. Mais que faire de tous ces déclassés de plus en plus nombreux cramponnés au bastingage, dont on n'a même plus besoin comme soutiers ? En stewards zélés soucieux de plaire aux voyageurs

huppés du pont supérieur, de Boisguillé et Virilio sont parfaitement d'accord pour que ces passagers en surcharge soient balancés par dessus bord. (Dans les cabines de luxe, on parle de « sureffectifs ».) Mais on veillera tout de même (humanitarisme oblige !) à ce qu'ils ne coulent pas au point de se convertir en épaves. Aussi lancera-t-on des « bouées de sauvetage pour empêcher ceux qui tombent à l'eau de se noyer », pour reprendre une formule chère au tandem Virilio-de Boisguillé. Et que l'on ne vienne surtout pas reprocher à ces deux âmes charitables d'institutionnaliser la pauvreté en lui donnant pignon sur rue. « Ce ne sont pas les canots de sauvetage qui institutionnalisent la tempête », tonne Boisguillé.

A appeler « tempête » les remous que le mouvement du capital imprime à l'économie mondialisée,

(suite p. 8)

F 0 P 2520

LES INTELLECTUELS ET LA RÉVOLTE DE LA JEUNESSE

# Un silence qui en dit long

« **C**ETTE JEUNESSE est belle et émouvante parce qu'elle est sans utopie [...] Nous avions l'utopie sans la morale ; ils ont la morale sans l'utopie. » Ainsi s'exaltait, dans *Libération* de décembre 1986, le philosophe à tout faire André Comte-Sponville, bien coté à la Bourse des valeurs morales de l'*Expansion*. Il avait cru reconnaître, dans la révolte contre la sélection de ces étudiants raisonnables, les principes de réalisme et d'ascension sociale dont sa propre réussite offrait en quelque sorte le modèle. Lui et ses pairs faisaient alors chorus avec cette génération de jeunes en colère dont les dirigeants, pressés d'entrer dans la carrière avec leurs aînés, recevaient chaque jour les leçons des ténors d'une opposition socialiste rejetés par la cohabitation aux portes du pouvoir. Un an auparavant, l'OCDE avait annoncé la couleur de l'avenir : plus d'un « jeune » sur quatre — mais pas n'importe lequel, cela va sans dire — allait être au chômage en Europe. La recette préconisée était à la hauteur de ce futur sans utopie : « mieux équilibrer la productivité des jeunes et les coûts de main-d'œuvre » (septembre 1985). Flexibilité, sélection, abaissement des coûts salariaux ont fait leur œuvre, et le chômage, la misère et sa répression n'ont pas quitté la « une ». Mais les goûts de l'intelligentsia ont changé. Cette fois, les professeurs de vertu démocratique n'ont guère été sensibles, semble-t-il, à la « beauté » d'une « jeunesse » dressée, un mois durant, contre le CIP, symbole de toutes les formes d'exploitation au rabais que lui impose, de

concert avec des « partenaires sociaux » flexibles à souhait, un pouvoir qui en est à payer pour faire cadeau aux entreprises d'une force de travail dévalorisée. Finies les pétitions de soutien et les envolées vengeresses qui ont accompagné tous les mouvements de contestation étudiante, des cavalcades de Mai 68 aux défilés de 86, quand la fine fleur des gens de gauche appelaient « l'ensemble des intellectuels et artistes de toutes disciplines à s'associer à eux pour affirmer leur solidarité entière avec l'actuel mouvement des étudiants et lycéens » (décembre 1986). Visiblement, « le renouvellement décisif de sensibilité

encore trouvé dans ces événements matière à ciseler pour les lecteurs de nos grands quotidiens quelques-unes de ces lapalissades, très prisées des caciques du PS, sur « la crise de l'espérance [qui] est venue de la prise de conscience que les moteurs de l'espérance avaient des ratés » (Assises de la gauche, février 1994). Serait-ce que le nouveau cru contestataire, qui vomit les valeurs dont ces professeurs de morale attirés n'ont cessé de l'abreuer depuis plus d'une décennie, loin de titiller l'imagination d'une intelligentsia aux ordres, effraie quelque peu nos bonnes âmes normalisées ? Le serbo-« communisme » et Sarajevo, Rushdie et les démons de l'intégrisme musulman, la défense du français ou la clause d'exception culturelle, Dreyfus et le danger rouge-brun, Vichy et la Résistance, Schindler de Spielberg ou la Shoah de Lanzmann — l'actualité laisse, il est vrai, peu de temps à ces esprits éthérés et aux chevaux de retour de Mai 68 rentrés au bercail pour s'occuper des problèmes un peu trop terre à terre de « jeunes » qui ne respectent plus rien. Certains d'entre eux ne poussent-ils pas l'audace jusqu'à prendre sur la tas ce dont ils se savent à jamais privés ? Et saisir cette occasion pour rendre la monnaie de sa pièce à une police républicaine travaillée par un racisme virulent, spécialiste de la chasse au faciès, des provocations tout terrain et des bavures sans appel, toujours prête à se faire la main sur les « casseurs » — ou déclarés tels ?

Quelles bonnes paroles et quels prêches nos professionnels de la vigilance antifasciste pourraient-ils dispenser, à défaut d'utopie, à ces laissés-pour-compte voués, avec ou sans diplôme, à la violence du mépris et de l'exploitation ? Comme on leur a appris à ne plus demander l'impossible, ils se servent partout où c'est possible, imitant à leur manière les leçons de réalisme des condottiers d'un capitalo-parlementarisme qui ont remis au goût du jour la formule célèbre : « La propriété, c'est le vol ». « Les véritables casseurs, disait un tract, ce sont ceux qui, par décisions économiques et politiques, brisent la vie de millions de gens par le chômage, l'exclusion, la précarité, la misère et la répression. » Quitte à faire mine de recueillir ensuite les morceaux pour

gagner sur tous les tableaux. Ainsi, certains industriels du dégraissage d'entreprises se sont-ils retrouvés avec quelques notables au grand cour dans la Fondation Agir contre l'exclusion sous la houlette de la trépidante Martine Aubry, dernier ministre socialiste du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et ex-directrice générale adjointe de Pêchinerie. Parmi tout ce beau linge réuni en famille pour patronner ses bonnes œuvres, la dame patronnesse du patronat français a ainsi pu reprendre langue avec son ex-patron, Jean Gandois, ex-PDG de Pêchinerie, qui briguerait la présidence du CNPF ; avec Jean-Yves Heberer, ex-directeur du Crédit lyonnais, dont les exploits financiers défraient aujourd'hui l'impénitible chronique des scandales de la V<sup>e</sup> République ; avec Charles Pasqua, l'ex-chef du SAC devenu premier flic de France dans une France où les flics tiennent le haut du pavé.

Que nulle voix des maîtres-penseurs patentés ne se soit élevée bien haut pour prendre la défense d'une jeunesse mise à la casse par ces casseurs de haute volée en dit long sur la nouvelle solidarité de classe qui unit l'intelligentsia aux décideurs de tout calibre et de tout poil. Comme les fonctionnaires qui ont un appartement ou une voiture de fonction, les fonctionnaires de la pensée conforme ont une pensée de fonction qu'ils

intellectuels, un des membres de la confrérie des diseurs d'Etat sous patente, « nous n'avons plus le dos au mur » (Madeleine Rebérioux, 11 août 1983). Ils sont effectivement passés de l'autre côté, et, cohabitation avec le pouvoir oblige, ils ont appris à ne plus faire de vagues pour toujours rester dans le courant.

Que la « violence verbale et matérielle » refoulée dans ces ghettos aux antipodes de notre monde fasse soudain irruption au cœur de la cité, et voilà nos piliers de colloques pris de court. Gloser à l'envi sur la nécessité d'être à l'écoute des « couches populaires et des exclus, interdits d'utopie » est une chose — fort agréable entre gens de bonne compagnie. Elever la voix quand une répression expéditive prépare les esprits à de futures expéditions sur le terrain en est une autre, qui réclame mûre réflexion. On ne va tout de même pas demander l'impossible aux représentants d'un Etat policier qui se dépense sans compter pour empêcher « l'émergence d'un banditisme social » — l'expression choisie est du sociologue Adil Azouli (*Libération*, 27 avril 1992), directeur de « Banlieuescopes, observatoire des politiques publiques dans les banlieues », qui appelait à « inverser la tendance qu'ont certaines cités à s'enfoncer dans la ghettoïsation sociale ». Par l'opération du Saint-Esprit, sans doute ! Ou, ce qui revient au même, vu les conditions de vie, par manque de « démocratie locale », comme le suggérerait l'observateur de service. Dans ce domaine, pourquoi nos intellos ne feraient-ils pas confiance à Charles Pasqua qui, s'il est virtuose du bâton, n'hésite pas, dans ses terres des Hauts-de-Seine, à manier la carotte : en matière d'utopie, ne bénéficie-t-il pas des conseils éclairés d'un des leurs, l'architecte-urbaniste et ex-gauchiste, fond de teint rouge Mao, Roland Castro ?

Les récentes manifestations ont eu, entre autres, la vertu de remettre chacun à sa place. « Nous faisons nôtre cette révolte, ces exigences, ce refus », martelaient les signataires de l'Appel de décembre 1986 qui ne décollaient pas d'être poussés vers la sortie par une droite revancharde. Manifestement, ils n'ont fait leur ni la révolte, ni les exigences, ni le refus de la « jeunesse » actuelle, qui a du moins appris quelque chose de cette expérience : qu'en matière d'exploitation et de régression sociale, gauche et droite avaient la même gueule de l'emploi. Les silences répétés de ces mentors de la gauche, désormais peu pressés de répondre aux appels venant d'« en bas », n'en sont à cet égard que plus éloquentes : une manière comme une autre de dire qu'ils ne veulent plus entendre parler de solidarité avec ceux qui prennent à partie l'ordre auquel ils apportent leur soutien. Et ce n'est pas aux professionnels de la parole qu'il faut apprendre que dans le domaine social « qui ne dit mot consent » !

Louis Janover

## « Finies les pétitions de soutien et les envolées vengeresses... »

qui est à l'œuvre dans les jeunes générations » ne concerne pas les nouveaux arrivants sur un marché sans travail. Les paladins du monde occidental n'ont plus les yeux de Chimène pour cette jeunesse-là. Même Edgar Morin en oublie de moduler de nouveaux trémolos sur les « jeunes » et ces « moments merveilleux pour eux » que seraient les manifs. Notre pythie nationale, qui, en novembre 90, arrosait de ses larmoiements médiatiques le parcours des « jeunes » qui « expriment le délabrement moral du monde où ils vivent », et où lui vit fort bien, n'a pas

## « ...l'intelligentsia [...] ne sait rien dire du présent... »

n'utilisent que sur commande et pour calmer le jeu. Ces professionnels de la jactance, aussi intarissables sur la misère du monde que sur le « malaise des banlieues », restent muets quand les sans-voix prennent la parole pour revendiquer à leur manière. Au moment où l'école et l'université vivent à l'heure des entreprises, les philosophes à vendre ne vont tout de même pas scier la branche sur laquelle ils se sont confortablement rétablis et jeter la pierre aux commanditaires des colloques et des symposiums où ils sont invités à pérorer sur les « sujets de société » porteurs. On peut d'ores et déjà deviner quels seront les thèmes des prochains séminaires d'été !

En attendant, l'intelligentsia, qui n'est plus de gauche que pour mémoire, ne sait rien dire du présent et encore moins d'un avenir qu'elle a rayé, avec le « communisme », de son champ de vision. Elle a suivi l'irrésistible ascension de sa classe de tutelle, la petite bourgeoisie intellectuelle, qui, partie dans les années soixante à l'assaut du ciel, s'est installée à demeure dans l'appareil socio-culturel d'où ses représentants les plus en vue considèrent aujourd'hui les choses de haut. Comme l'écrivait, à propos du soi-disant silence des

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
libertaire

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amélot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Viegie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Viegie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

**R**ENDEZ-VOUS

**BOURGOIN-JALLIEU**  
Le groupe FA organise, le samedi 23 avril à 15 h, en son local, 20, rue Joseph-Seigner, une conférence-débat avec Joseph Tournel, ancien mineur, sur le thème : « La mine d'hier et d'aujourd'hui ».  
Le débat sera introduit par une vidéo : *Le tribunal populaire*, de Jean-Paul Sartre.  
Participation aux frais : 10 F

**BREST**  
Le groupe Les Temps nouveaux informe ses sympathisants qu'ils peuvent le contacter tous les vendredis (sauf vacances scolaires) à partir de 20 h au Centre social de Bellevue.  
Par ailleurs, les ventes du *Monde libertaire* ont lieu tous les samedis de 14 h 30 à 15 h 30, rue du Siam (près des fontaines).  
Groupe Les Temps nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

**GRENOBLE**  
Le groupe Jules-Valleté tient sa permanence chaque samedi entre 14 h 30 et 17 h (et non plus le mardi soir), au local du CDESI, 102, rue d'Alembert.

**PARIS 18<sup>e</sup>**  
Permanence du groupe Louise-Michel : chaque samedi de 15 h à 17 h au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.  
Lors de celle-ci, la bibliothèque de l'Union régionale Ile-de-France de la FA est ouverte au public.

**SAINT-ETIENNE**  
Le groupe Nestor-Makhno organise une rencontre-débat sur le thème : « Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire », avec Sébastien Basson (et non sur l'ordre moral), comme annoncé dans le ML n<sup>o</sup> 953 le mardi 26 avril à 20 h, à la Bourse du travail, salle Sacco-et-Vanzetti, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.  
Permanences : premier et troisième mardis du mois, de 20 h à 22 h, à la Bourse du travail, salle 15 bis.  
Le groupe anime l'émission « Rouge et Noir », sur radio Dio (89.5), chaque jeudi de 21 h à 22 h. Tél. : 77.25.05.94.

**P**ARUTIONS

**PRESSE**  
Le n<sup>o</sup> 108 (avril) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humour anarchiste de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. Il coûte 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »).  
Au sommaire : la question nationaliste, Joseph Tournel mineur de fond, les murs de la déraison, il n'y a de consensus que pour l'utopie, brève anticléricale, communiqués... « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

**MANIFESTATIONS A L'OCCASION DU 1<sup>er</sup> MAI**  
A l'invitation du groupe Emma-Goldman de la FA  
**BORDEAUX**  
manifestation - place Jean-Jaurès - 9 h  
A l'invitation des liaisons FA de l'Aude et de l'Ariège  
**LIMOUX**  
réunion publique + repas (25 F)  
Salle L. Coste, rue Blanquerie - 10 h  
Vidéo, rencontres-débats sur le pacifisme, le projet anarchiste, la société libertaire, les comités Somport.  
Pour le repas, prévenir Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.

**Plumons la volaille capitaliste**

(suite de la « une »)  
collées aux abords de la place de la Sorbonne après les manifestations anti-CIP, affiches disant, *grosso modo*, en substance : Vols, pillages, provocateurs... dissolution des bandes trotskystes...

Il faut se rendre à l'évidence : le système capitaliste, malgré les atterroissements d'un Balladur ou d'un Rocard, est visiblement satisfait de la « crise ». Il la sait sienne. Il la sait source de précarité, de chômage, d'exclusion. Il s'emploie à institutionnaliser ces phénomènes en créant ici l'éphémère Télé-Emploi, là l'émission (mièvre) *Urgence*, que l'on entend sur France Inter, ou là encore, à Paris, le SAMU social fort de ses six véhicules de soins (trois désormais avec l'arrivée du printemps). Autant de brouilleries, comme ces « balises de survie », véritables niches à pauvres que certaines grandes villes s'apprêtent à installer aux croisements de nos rues. Brouilleries financières aussi que l'emploi de TUC dans les collectivités ou l'attribution du RMI... autant de cacahuètes, à hauteur de 1 800, 2 000 F, avec lesquelles on ne vit pas. Puis il y a eu la tentative d'instaurer un SMIC-jeunes à 3 800 F (déjà dans l'air sous les gouvernements Chirac et Bérégovoy). Les jeunes ont râlé. Cela a été retiré. Flanqué par la porte, le SMIC-jeunes pourrait bien revenir sous une autre forme d'ici quelques mois, le temps que passent les élections présidentielles de 1995.

Près de trois millions et demi de chômeurs et toujours pas de perspectives d'un quotidien meilleur. Pas de perspectives car, au rayon du capitalisme, l'aisance n'est disponible que pour les nantis. On parle de crise, de pouvoir d'achat qui s'émiette, de familles qui se restreignent (pas toutes !), mais les prix demeurent ce qu'ils sont (toujours trop élevés), les loyers poursuivent leur hausse (3 800 F — dont 400 F de charges — un studio de 30 m<sup>2</sup>, dans Paris)... et Mazette, il faut pouvoir les sortir, pour, de toute façon, vivre dans un mouchoir, et pas la peine de chercher ailleurs, « c'est pareil partout » (phrase ô combien entendue !). Et à cela s'ajoute les impôts, taxes, les amendes et autres pratiques du racket fiscal de l'Etat ou des collectivités. Dans la capitale, en 1995, la taxe d'habitation, payée par tout un chacun, connaîtra une hausse de 13%, soi-disant pour pallier à un



manque de recettes dû à la disparition du paysage parisien de certaines grandes entreprises. Paris, ville de riches, de l'aveu même de certains élus de la majorité, désireux de faire de la capitale la vitrine, sans vie, d'une France qui ne se résumerait qu'à quelques marques de produits de luxe... image d'Epinal pour touristes fortunés à l'heure de la mondialisation de l'économie, mais aussi des loisirs.

De ponctions en ponctions, on tombe dans le dénuement, alors quand les solutions à la « crise » entretenue par le capitalisme semblent vaines ou absentes, certains explo-

« Rien de sérieux, comme si la société dérivait. »

Silvio Berlusconi ou une énième guerre mondiale qui finira par sortir des géniaux cerveaux de « nos » dirigeants ? Toujours est-il qu'à défaut d'instaurer d'une société égalitaire et libertaire, ce qui se précise c'est le retour du fascisme sur l'avant-scène (hooliganisme, ratonnades germaniques, victoire électorale fascisante en Italie...), au grand dam des naïfs évocateurs du « plus jamais ça ! », et la toujours plus grande proximité et fréquence de la guerre et de ses mensonges propagandistes, de son intox humanitaire, faisant passer la pilule impérialiste.

Répression... l'heure est à la répression de mouvements sociaux, qui, sans trop de visions politiques et idéologiques, semblent être de simples jacqueries, des révoltes sans lendemain.

Ordre, l'heure est à l'ordre dans la bouche de donneurs... d'ordres et de leurs sbires (policiers, journalistes, magistrats, élus...), ivres de crainte et de mépris pour la « racaille », comme les Versaillais abattant la Commune, en 1871 (il n'y avait qu'à voir la face cramoisie de Jean-Jack Queyranne, érucant ses imprécations aux caméras. Ce « socialiste » sait-il au moins que les Communards, auxquels le PS se réfère, firent tomber la colonne Vendôme et qu'un incendie ravagea une partie des Tuileries, sans parler des châteaux brûlés par les paysans à la Révolution).

A quand l'heure d'un nouveau front belliciste pour y précipiter les 30 millions de chômeurs des sept pays les plus industrialisés ? Le nouveau désordre mondial de l'après politique des blocs mérite attention, analyse et une remise en cause radicale d'un système qui s'est trop longtemps nourri d'une certaine torpeur prolétarienne. L'émancipation sociale et la paix passent par l'extinction des privilèges, comme en 1789... et avec les idéaux, revus, corrigés et augmentés, de 1789 !

Claude Nepper (gr. La Villette - Paris)

**PARIS - 1<sup>er</sup> MAI**  
17 h  
Fête de soutien à Radio Libertaire au local de Réflex 14, rue de Nanteuil (M<sup>o</sup> Convention) 15<sup>e</sup> arr. avec Schwartzeneggar Tears of Doll Igor Ringard...  
Entrée : 40 F

**BESANÇON**  
« Semaine libertaire antifasciste »  
(initiative FA, CNT et SCALP Twist Against)  
• **Dimanche 1<sup>er</sup> mai** : manifestation, 11 h, place Pasteur.

• **Lundi 2 mai**, 20 h, à Radio Bip, 14, rue de la Viotte : débat sur *Le nationalisme*, avec Philippe Pelletier, autour de la Brochure anarchiste sur l'ex-Yougoslavie.

• **Mardi 3 mai**, 20 h, à Radio Bip : projection du film *Un autre futur*, illustrant l'anarcho-syndicalisme durant la révolution espagnole de 1936.

• **Mercredi 4 mai**, en après-midi, place Saint-Pierre : accueil de la marche contre le chômage (« AC ! ») ;  
• 20 h, à Radio Bip : débat sur *Le nouvel ordre moral*, avec Hélène Hernandez.

• **Jeudi 5 mai**, 20 h, à Radio Bip : débat sur *La montée de l'extrême droite en Europe*, animé par un membre de Réflex.

• **Vendredi 6 mai**, 20 h, à Radio Bip : débat sur *L'Italie de l'ère Berlusconi*, animé par Michel Brighanti.

• **Samedi 7 mai**, 20 h, au Montjoye : concert de soutien pour l'ouverture d'un local libertaire à Besançon, avec Michel Buzon, Tristan Léa, Pascal Mathieu, Boris Mégot et Guy Pothier.

• **Dimanche 8 mai**, 16 h, à Radio Bip : projection du film *Johnny s'en va-t-en guerre*, suivie d'un débat sur l'antimilitarisme.  
Groupe P.-J. Proudhon (FA) c/o CELS, BP 121, 25015 Besançon cedex

**MONTPELLIER**  
Manifestation contre les agressions de l'extrême droite  
jeudi 21 avril - 18 h - Le Peyrou (la FA y sera présente)

« UNE ALTERNATIVE DE DROITE DE TYPE PÉRONISTE »

# La « révolution » italienne (1ère partie)

L'Italie a connu de récentes élections législatives où une droite « rénouvée », conduite par Silvio Berlusconi, a triomphé. Ainsi, après des décennies d'un vieux pouvoir démocrate-chrétien, le *triumvira* populofasciste Forza Italia, Ligue du Nord et Mouvement social italien (MSI) est porté à la

direction du pays sur les ruines d'un système politico-mafieux déliquescant. La Commission des Relations internationales de la Fédération anarchiste italienne nous expose la situation, en cette période de prétendue révolution du paysage politique transalpin.

naguère membre de la loge maçonnique P2 de Licio Gelli, connue pour avoir développé une série d'intrigues mafioso-affairistes et pour avoir défendu une réorganisation de l'Etat selon un modèle autoritaire.

Berlusconi (l'un des hommes les plus riches d'Italie) a réussi dans son entreprise, avec l'appui de la vieille classe dirigeante (en particulier Craxi, ex-leader du Parti socialiste), qui lui a permis de mener des opérations juteuses dans le bâtiment pour commencer, et dans la télévision ensuite. Berlusconi est propriétaire de trois chaînes de télévision, d'un quotidien, de différents périodiques, de sociétés financières et d'autres intérêts économiques.

Cette nouvelle force se pose en élément d'union entre la Ligue du Nord et le parti fasciste (le Mouvement social italien, recyclé en Alliance nationale), installé au sud, afin de créer une alternative de droite, de type péroniste, à la gauche coalisée dans une alliance progressiste (PDS, Verts, différentes composantes catholiques et laïques, des socialistes) et au centre, rescapé de la faillite du vieil axe central du pouvoir, la Démocratie chrétienne, qui comprend le nouveau Parti populaire de Martinazzoli, héritier direct de la Démocratie chrétienne, le Pacte pour l'Italie de Segni et d'autres partis laïcs peu importants, comme 51% des républicains, certains socialistes...

Dans la nécessité de regrouper du personnel politique expérimenté, Forza Italia n'a pas hésité à s'allier avec des forces de l'ancienne scène politique, compromises dans les scandales et désormais imprésentables, ceci en recyclant les « travailleurs de l'ombre » (Casini, Mastella, Piro), des leaders sur le déclin ou bien en recrutant des personnages peu scrupuleux et opportunistes comme les radicaux de Pannella.

En réalité, les programmes de toutes les forces politiques ne sont pas trop différents les uns des autres, en ce qui concerne la politique économique : alors que la gauche et le centre insistent sur le maintien formel d'un minimum d'acquis sociaux et que la droite présente la loi du marché et le libéralisme économique comme la solution à tous les maux, la Ligue représente le véritable populisme capable de mettre en crise l'équilibre des forces en jeu. Il faut se rappeler que le dernier gouvernement, celui de l'ex-gouverneur de la Banque d'Italie, Ciampi, dans son œuvre d'attaque des revenus des travailleurs du public et du privé, avait l'appui du PDS, de la Ligue, du centre, des socialistes (pour

lesquels sympathisait Berlusconi). Au-delà des mots et de la propagande, la vieille formule « piller au profit du privé les ressources publiques et décharger sur l'Etat les dettes privées » continue à être celle de beaucoup de concurrents en piste.

## Le cadre syndical

Dans la période des élections, les plus gros syndicats se sont empressés de signer des accords avec le patronat, accords qui ont conduit, en général, à un blocage des augmentations de salaires. C'est en particulier avec de grandes entreprises que ces accords ont été signés (Fiat, Olivetti, Montedison, Pirelli...). De tels accords ont pénalisé les travailleurs, et ont alors créé un climat de confiance de la moyenne bourgeoisie et de la bourgeoisie éclairée pour les partis de gauche, notamment pour le PDS.

En conséquence, s'est créé un important rapprochement entre ces partis et les syndicats institutionnels, aidé par le poids de la Ligue des coopératives (d'origine populaire), qui représente aujourd'hui un colosse économique. Ce rapprochement est vu d'un bon œil par la partie du patronat consciente de l'importance d'avoir des syndicats dociles mais suffisamment puissants pour canaliser et contrôler la lutte de classe. Et tout ça au nez et à la barbe des travailleurs.

Les autres composantes du monde du travail, minoritaires mais enracinées, expriment (comme l'Union syndicale italienne, la CUB, la CIB, les Cobas, le Syndicat des travailleurs auto-organisés...) leur complet désaccord, et continuent la mobilisation et le travail de construction d'une véritable alternative syndicale, opposée aux syndicats traditionnels comme la CGIL, la CISL et l'UIL.

Sous cet aspect, on peut constater l'incapacité de la Ligue du Nord à conquérir un espace dans le monde du travail. Le syndicat lié à la Ligue (SAL), créé dans ce but, représente aujourd'hui un élément absolument marginal dans l'horizon syndical italien.

Les autres courants de l'Alliance des droites ont ignoré ce problème, c'est le cas de Forza Italia, ou se sont appuyés sur le syndicat fasciste traditionnel, la CISNAL, qui est incapable de regrouper des travailleurs, sinon des fascistes.

L'absence d'assise de masse pourrait représenter l'élément de faiblesse de l'Alliance des droites, malgré tout ce qu'a fait la gauche pour lui donner l'occasion d'une victoire.

(suite au prochain numéro)

AUJOURD'HUI, la politique institutionnelle tourne autour de l'émergence du « neuf ». En réalité, derrière le rideau de fumée de la propagande, il y a le processus de substitution d'une classe politique inadaptée à l'Europe de l'an 2000.

Les changements politiques qui sont mis en évidence en cette période, en Italie, sont le résultat d'une crise de la classe dirigeante, renversée par une série de circonstances concomitantes : l'impossibilité de continuer à gérer le pouvoir à travers la corruption et l'endettement public ; la naissance de nouveaux sujets capables de recueillir le mécontentement diffus ; l'inexistence d'une nouvelle génération qui aurait permis une substitution formelle de la vieille classe politique, désormais dépassée ; les nouvelles données internationales, suite à la chute du Mur de Berlin, qui ont redonné son importance stratégique à l'Italie pour l'allié américain.

Ces changements se sont manifestés assez rapidement à partir des élections législatives de 1992, en passant par les élections municipales de 1993, qui ont vu l'élimination des vieilles forces politiques de gouvernement, obligées de changer rapidement de physionomie, de nom et de programme politique, et de se débarrasser des vieux leaders pour tenter de se rendre présentables pour les élections législatives du 27 mars.

Le phénomène le plus apparent de ce changement, du point de vue politique, est l'émergence tumultueuse de la Ligue du Nord, comme

expression fédérée des diverses ligues régionales septentrionales (de la Lombardie, de la Vénétie, du Piémont...). Ligue qui a obtenu un grand succès en se servant du mécontentement existant contre le pouvoir central localisé dans la capitale, Rome, et repris dans le slogan : « Rome voleuse, la Ligue ne pardonne pas ».

Le programme politique de la Ligue présente d'importantes nouveautés par rapport aux schémas politiques traditionnels, qui ont toujours eu en commun une vision centraliste de la gestion de l'Etat. En premier lieu est professé un passage à une organisation de l'Etat sur un mode fédératif, avec une position dirigeante pour les régions du nord sur celles du centre et du sud, terres traditionnelles des vieilles classes dirigeantes politiques et bureaucratiques.

## Ligue, Forza Italia et Cie

La force de la Ligue se base essentiellement sur la petite et la moyenne bourgeoisie du Nord, qui espère s'affranchir de la pression fiscale (essentiellement due au remboursement de la dette publique) et du détournement des impôts vers les régions du sud, incapables — pour des raisons historiques, géographiques et politiques — d'avoir un développement économique semblable à celui du Nord.

A la faveur de cette percée des ligues, réalisée aux dépens des principaux partis historiques, est

apparu un processus de clarification et de dénonciation à l'initiative d'un groupe de magistrats milanais qui a conduit, en un an et demi environ, à une mise en accusation de la vieille classe politique, abandonnée par l'allié américain qui l'avait soutenue depuis la dernière guerre comme parapluie anticommuniste et antisoviétique.

Les hommes les plus représentatifs de cette vieille classe dirigeante (Craxi, Andreotti, Forlani, De Michelis, Gava...) ont été littéralement effacés de la scène politique et écrasés par de lourdes accusations de corruption, vols et complicité avec des activités criminelles (Mafia, Camorra...). Ces accusations, entre autres, étaient formulées depuis des années par la gauche la plus radicale et les anarchistes, sans le moindre effet.

Le sort du Parti communiste a été un peu différent. Il s'est opportunément transformé et scindé en deux branches : la première, modérée (le Parti démocratique de la gauche), majoritaire, héritière de la politique opportuniste du vieux Parti communiste italien ; l'autre, radicale-stalinienne (le Parti de la refondation communiste), minoritaire, héritière de l'opposition pro-soviétique interne du PCI, qui a réussi à regrouper autour d'elle presque toute la gauche d'opposition, troystekes compris. Ces partis sont parvenus à survivre aux secousses politico-judiciaires, malgré leur compromission avec le pouvoir, dans les régions traditionnellement « rouges », et malgré leur importante participation avec le pouvoir central à l'époque du « compromis historique », de l'Eurocommunisme, de la défense de l'Etat face aux attaques de la gauche révolutionnaire. Participation et compromission qui n'ont pu exister sans de significatifs avantages sur le plan des financements économiques irréguliers. Ces partis se présentent aujourd'hui comme une barrière de défense contre le défaitisme liguiste, et ce n'est pas un hasard s'ils recueillent le soutien inattendu du grand patronat, des grands groupes industriels, de la bourgeoisie avancée et d'une partie du monde catholique progressiste.

Il y a environ deux mois, est apparue une nouvelle force politique, Forza Italia, autour de la personne de Silvio Berlusconi,

### ITALIE RENCONTRES INTERNATIONALES ANARCHISTES

« Trois jours contre le salariat »

29, 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 1994

El Paso occupato

47, via Passo-Buole, TURIN

(bus n° 35 ou tram n° 18)

Débats, exposition,

vidéo-cinéma, stands, performances

Renseignements : 19.39/11.650.27.74 (demander Mario)

GRANDE-BRETAGNE

# La Fuel tax alimente la colère

**L**ES TROUBLES vont grandissant parmi la classe ouvrière, et le fantôme de la Poll tax hante les députés. Le projet du gouvernement d'appliquer la TVA au combustible domestique de chauffage (taxe sur le combustible) semble prêt à tomber sur le même genre de résistance que Tatcher rencontra avec la Poll tax.

La taxe sur le combustible sera introduite progressivement en augmentant les factures de 8 % en avril 1994 et ensuite de 17,5 % en avril 1995. Dans le récent budget, un plan compensatoire totalement inadéquat était annoncé. Mais nous ne sommes pas nés d'hier, et nous savons tous que chaque budget signifie qu'on attend que nous payions plus pour maintenir les réductions au profit des riches.

On estime à deux mille le nombre de prolos qui meurent chaque année parce qu'ils ne peuvent se tenir chaud. La plupart sont des OAP. Beaucoup développent des problèmes de santé chroniques.

La taxe sur le combustible est une attaque de notre niveau de vie. Comme la Poll tax, cela repose sur notre coopération. Il y a déjà des appels pour une campagne de désobéissance civile impliquant le non-paiement, ou le paiement tardif ; la combine et l'opposition physique aux coupures ; la non-coopération totale avec les organismes de l'électricité et du gaz.

Des groupes locaux forment la colonne vertébrale de la lutte anti-Poll tax, et ils joueront un rôle essentiel dans notre bataille contre la taxe sur le combustible (Fuel tax).

Nous ne devons pas être choqués ou surpris par le projet du gouvernement d'introduire la TVA sur le combustible. C'est encore une autre des attaques directes en série contre notre classe, dont, comme d'habitude, ce sont les jeunes, les

vieux, les malades qui sont touchés le plus durement.

Les gens de la classe ouvrière dépensent déjà une proportion plus grande de leur revenu pour les factures de combustible que les riches, du fait que la majorité de notre classe vit dans un habitat en dessous du niveau moyen, avec des systèmes de chauffage inefficaces et chers.

**Poisson d'avril** — Des milliers meurent chaque année parce qu'ils ne peuvent se chauffer et on estime à dix mille le nombre de morts supplémentaires une fois que la Fuel tax sera introduite. Ce gouvernement tue notre classe et nous le laissons faire. Alors, que pouvons-nous faire ? Nous asseoir et garder les doigts croisés à attendre de l'argent supplémentaire de la DSS ? Norman Lamont a promis que les pauvres ne souffriraient pas de la Fuel tax, cependant, il a dit cela le 1<sup>er</sup> avril !... Ou bien devons-nous nous consoler qu'ainsi nous en ferons un peu pour réduire le réchauffement de la planète, car en fait, nous ne pouvons nous permettre d'allumer la chaudière ? Sans issue !

Nous devons être sur l'offensive. Il ne sert à rien d'avoir mal au ventre face à une charge de politiciens menteurs, en espérant qu'ils nous donnent une misérable livre supplémentaire.

**Feux d'éclairage** — Nous devons agir de la seule façon efficace que nous connaissons : la désobéissance civile

de masse, qui doit comprendre autant de formes de résistance que possible, élaborée et mise en pratique par nos propres communautés. Nous ne devons pas nous épuiser en pensant que ce sera le même genre de combat que celui que nous avons mené contre la Poll tax. Le champ de bataille est différent : dans ce cas, ce n'est pas aussi simple qu'une campagne massive de non-paiement. On peut vivre sans payer sa Poll tax, mais il n'est pas facile, ou désirable, de vivre sans chauffage ou lumière.

Beaucoup de personnes n'ont pas le choix de refuser de payer leurs factures car elles ont des compteurs, des bons d'achats ou des cartes à mémoire, ou voient l'argent ponctionné sur leurs allocations ou bourses déjà pitoyables.

Néanmoins, nous pouvons rendre la vie très « inconfortable » aux compagnies de combustible, en adoptant une politique de non-coopération quand il faut avoir affaire à eux. Nous pouvons commencer par ne pas laisser l'organisme du gaz ou de l'électricité lire nos compteurs (si ils sont à l'intérieur des maisons). Lorsque nous recevons nos factures, nous devons payer le plus tard possible. Bizarrement, 75 % des factures d'électricité sont payées soit le jour où elles sont reçues, soit le jour suivant.

Attendez jusqu'à ce que la demande finale arrive, même ensuite, vous avez encore une semaine pour régler. C'est suffisant pour que cela commence à tourner rond et causer des dommages

mineurs aux profits ; les prix des actions et les profits pourraient baisser à cause de la perte d'intérêt qu'ils gagneraient. Si quelqu'un se trouve menacé par les coupures, les amis et les voisins doivent les soutenir et empêcher physiquement quiconque d'entrer dans sa maison.

Il est crucial que nous débutions notre attaque dès maintenant ; il n'est pas bon d'attendre que la première facture tombe sur notre paillason.

Des groupes No Fuel tax commencent déjà à se former à travers le Royaume-Uni. C'est l'action de la communauté locale qui va jouer un rôle essentiel dans notre attaque contre cet impôt. Nous devons travailler ensemble à former un réseau de groupes pour faire circuler l'information et soutenir chacun.

**Solidarité** — Peu de signes montrent que nous bénéficions de la « reprise » après cette profonde récession. Ajouté aux attaques de l'Etat dans le budget contre les vieux, ceux qui ont besoin d'habitat et de soins de santé, les étudiants qui ne peuvent pas vivre de la charité de mamans et papas riches, les mères célibataires... il est temps d'avoir un peu de solidarité et d'imagination. Quand nous réaliserons que notre force collective est énorme, et que nous sommes plus que capables de gérer notre monde pour nous-mêmes, sans aucun impôt, alors l'Etat va réellement s'affaïoler.

« Class War »

ESPAGNE

**Plan de gestion des Pyrénées** — Le gouvernement autonome de l'Aragon prétend mener à bien un plan de gestion des Pyrénées aragonaises, ce qui mettrait en danger une des plus importantes réserves écologiques de toute la péninsule ibérique.

Ce plan aboutirait à l'aménagement d'une série d'infrastructures de communication (routes, aéroport) et de tourisme. Loin de permettre un développement des zones visées, nous assisterions à un appauvrissement des richesses locales. D'un côté des Pyrénées comme de l'autre, les spéculateurs s'avancent.

**Grenade : après la grève, la répression** — Neuf compagnons de la CNT-AIT d'Espagne sont sous le coup d'inculpations diverses après leur participation à la grève générale du 27 janvier. Ayant évité des peines de prison préventives, demandées par le ministère du Trésor, trois d'entre eux ont tout de même passé vingt-trois heures en prison, après avoir été arrêtés au cours de la grève.

Accusés de coups et blessures et de troubles à l'ordre public, les anarcho-syndicalistes comptent parmi eux le directeur du journal CNT, José Luis Garcia Rua et un compagnon anglais dont l'expulsion a été évitée de peu.

La fédération locale de la CNT a organisé une campagne de solidarité.

**Appel à la solidarité internationale** — Après divers conflits ayant éclaté chez les paysans d'Estrémadure, diverses arrestations ont eu lieu. La plupart d'entre elles se sont déroulées au cours d'une manifestation. Mais un compagnon a été arrêté à son domicile, deux jours après les événements... peut-être parce qu'il est anarchiste ?

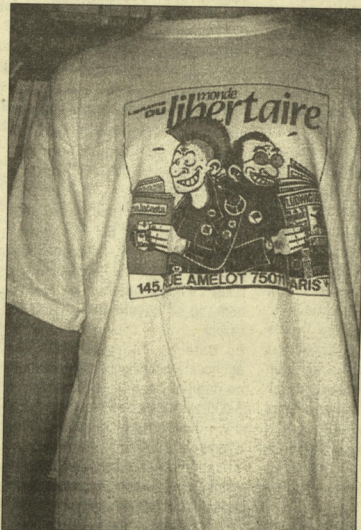
Les instructions suivent leur cours, la plupart des inculpés ont été libérés, sauf deux, dont notre compagnon, José Paredes. A présent, son avocat lui demande de l'argent pour continuer à le défendre ; le procès aura bientôt lieu, et nous pensons que les inculpés seront condamnés pour leur opposition à la politique agricole mise en place par le pouvoir local.

C'est pourquoi les collectifs Paideia et Los Adelfas demandent la solidarité des collectifs libertaires, des anarchistes et des anarcho-syndicalistes pour pouvoir faire face aux frais de justice et afin d'éviter que notre ami ne paie de sa personne en faisant de la prison.

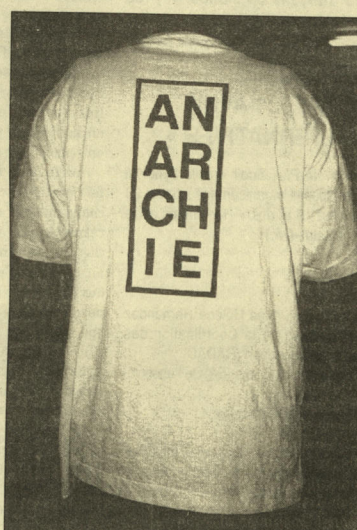
Compte bancaire : Caja Badajoz c/c 3000061867 [pour la France, pensez à envoyer un mandat international, NdR]. Les dons sont à envoyer au Collectif Paideia, apartado 133, 06800 Merida, Espagne.

Informations extraites de CNT, n° 159 (mars 1994)

## 2 tee-shirts de la librairie du Monde Libertaire



Impression sur le devant



Impression dans le dos

La librairie du Monde Libertaire a édité deux tee-shirts (impression noire sur fond blanc), tailles : L, XL et XXL. Prix de l'un : 75 F (port compris).

Chèque à l'ordre de Publico.

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PARIS  
« Bonaventure »  
et l'éducation  
libertaire  
Projection du film  
sur l'école d'Oléron  
suivie d'un débat  
vendredi 29 avril  
20 h 30  
« La Rue »  
10, rue Robert-Planquette  
(M<sup>o</sup> Blanche  
ou Abbesses), 18<sup>e</sup> arr.  
(à l'initiative du gr. L.-Michel)  
samedi 30 avril  
16 h 30  
librairie  
du Monde Libertaire

SÉLECTION  
RADIO LIBERTAIRE (89.4)  
Samedi 23 avril, 20 h - 22 h :  
« Raconte pas ta vie » :  
La révolution portugaise  
a bien existé,  
nous l'avons rencontrée.

BILLET D'HUMEUR

**Un Christ avec des lunettes !**

Le vendredi 1<sup>er</sup> avril, une étrange reconstitution historique avait lieu rue Lepic à Paris. Un individu âgé, portant sur son dos un objet de menuiserie assez conséquent, entreprenait l'ascension du Montmartre par la face ouest, vivement encouragé par plusieurs milliers de simples d'esprit. Renseignements pris, il s'agissait du nommé Lustiger Jean-Marie, dit « Monseigneur », se disant « archevêque de Paris ». Ce personnage s'attaquait à l'ancien record, toujours détenu depuis 1994 ans par le nommé Jésus, qui effectua le parcours en douze étapes et finit « la course en aviateur », comme le rappelait Alfred Jarry.

Je n'ai rien contre les défilés folkloriques ni les tentatives de records. Chacun a bien le droit de vouloir figurer au Guinness. Mais, tout de même, je suis obligé de constater quelques irrégularités, que la grande presse n'a pas signalées.

Tout d'abord, le nommé Lustiger ne portait pas la fameuse couronne d'épines. En second lieu, des tiffosi déchaînés l'ont aidé à hisser la croix jusqu'au sommet, c'était d'ailleurs très visible sur les images de la télévision.

Mais il y a plus grave. Ce Lustiger est un imposteur : il n'a pas demandé à être cloué à l'arrivée sur le parvis de cette basilique érigée, faut-il le rappeler, par une souscription destinée à envoyer en enfer les 20 000 Communistes fusillés en 1871 !

C'est là une honteuse tricherie ! Pour que le record soit homologué, il aurait dû rester crucifié trois jours là-haut et après quoi s'envoler *directo* au Paradis, exercice de voltige particulièrement acrobatique et jusqu'à nos jours jamais renouvelé depuis deux millénaires.

En plus, j'ai noté que, contrairement à son prédécesseur, il portait des lunettes !

Un Christ avec des lunettes ! Alors Dieu a la vue qui baisse ? Décidément, tout fout le camp !

Guimou de la Tronche

DROIT D'ASILE

**Aide aux Basques : un nouvel inculpé**

LA JUGE Le Vert, ex-gauchiste reconvertie dans la défense hargneuse de l'Etat de droit, a inculpé une nouvelle personne, la soixante-dixième sur tout le territoire français ! Karim Chakroun a été arrêté le 7 mars à Saint-Thoix (Finistère), mis en examen, inculpé puis incarcéré à Fleury-Mérogis (1). Ce compagnon n'a pas échappé aux deux chefs d'inculpation de base que sont l'aide au séjour d'étrangers en situation irrégulière et l'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste.

Cette nouvelle arrestation atteste de la volonté de l'Etat de maintenir la pression sur ceux et celles qui témoignent ou ont témoigné de leur solidarité à l'égard de réfugiés politiques non reconnus comme tels par l'Etat. Car aujourd'hui comme hier, ce sont les Basques et les personnes qui les soutiennent qui sont recherchés, mais, on l'a vu il y a quelques temps, les Kurdes sont aussi dans l'œil du viseur mitterrand-pasquien.

Criminaliser et faire peur, tels sont les objectifs de l'impartiale juge Le Vert, décorée par le gouvernement

espagnol pour sa contribution à la lutte anti-terroriste. Or, personne n'est dupe, la plupart des dossiers sont vides. Les Basques arrêtés ne sont pas les « affreux terroristes » espérés par le pouvoir. Au grand désespoir de la justice aux ordres, celles et ceux qui viennent s'asseoir sur le banc des accusés ne sont que de « simples » militants de la cause basque qui, lorsque le statut de réfugié leur fut retiré, gagnèrent la clandestinité plutôt que de risquer la torture et la prison dans l'Espagne post-franquiste. Et, ironie du sort, dans les petites villes de Bretagne, tout le monde connaissait leur existence, les côtoyait. Alors, des Karim, il y en aura encore ! Cela fut flagrant quand une vingtaine d'Angevins et d'Angevines passèrent en procès, en mai 1993, pour les mêmes faits : certains se retrouvaient ainsi inculpés pour avoir... bu un café ou prêté un vélo à un des « horribles » membres de l'ETA !

Dès l'annonce de l'arrestation de Karim, plusieurs organisations nantaises (2) ont répondu à l'appel du Comité de soutien nantais aux inculpés du droit d'asile (3) par le

biais d'un communiqué de presse dont voici l'essentiel : « *Tant que le mouvement de libération nationale basque n'obtiendra que la torture et la répression comme seule réponse à ses revendications, ses militants seront contraints à l'exil [...]. Cette nouvelle arrestation montre que malgré leur volonté de criminalisation, les Etats français et espagnol ne parviendront pas à briser la solidarité entre les peuples et les individus [...]. Le nombre d'inculpés montre la dimension politique du dossier. Compte tenu de tous ces éléments, nous affirmons notre solidarité avec Karim et avec tous les inculpés du droit d'asile, et demandons la levée des inculpations et la libération immédiate de Karim.* »

Kittu Paxti (gr. Milly-Witkop - Nantes)

- (1) Karim Chakroun, allée des Peupliers, 232100 H, 91700 Fleury-Mérogis/Sainte-Genève-des-Bois.
- (2) Comité Euskadi-Naoned, Fulor, groupe Witkop (FA), OCL, SCALP...
- (3) CSNIDA, 17, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes.

**Nouvelles du front**

BUREAU EUROPÉEN DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE

La Lettre de nouvelles n° 2 du BEOC est disponible auprès du Comité Louis-Lecoq (contre un timbre à 2,80 F). Ce n° 2 est centré sur la Grèce, seul pays de la CEE où le service civil n'a pas été instauré. Les autorités invoquent le fait qu'il existe un service militaire non

armé (de double durée) pour refuser cette instauration. 400 objecteurs-insoumis sont donc emprisonnés, condamnés pour la plupart à 4 ans d'incarcération.

Le comité vous invite à vous informer en écrivant à : Comité Louis-Lecoq c/o Citoyens du Monde, 15, rue Victor-Duruy, 75015 Paris.

**SAINT-AVOLD (MOSELLE) SAMEDI 23 ET DIMANCHE 24 AVRIL « LES RENCONTRES ALTERNATIVES »**

L'Association culturelle libertaire, le collectif « Ne Plus Subir » et le Syndicat des employés, travailleurs et précaires de la Moselle organisent les samedi 23 (de 14 h à minuit) et dimanche 24 avril (de 9 h à 19 h) des « Rencontres alternatives ». Salle des Congrès de la Piscine à Saint-Avold.

Le programme des « Rencontres alternatives » :

**• Samedi 23 avril**

— 14 h : ouverture des rencontres ;

— 16 h : « la femme et sa place dans la société », avec Hélène Hernandez (groupe Pierre-Besnard de la FA) et des membres de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) ;

— 19 h : « l'école Bonaventure d'Oléron », avec des membres (FA) de l'association Bout d'ficelle ;

— 22 h : concert avec des groupes de jeunes libertaires mosellans.

**• Dimanche 24 avril**

— 10 h : tables rondes organisées autour de la presse, de l'économie, du syndicalisme, de l'antimilitarisme, de la situation étrangère (Allemagne, Algérie, Irlande du Nord [avec « Solidarité Irlandaise »], ex-Yougoslavie, Nicaragua et Palestine).

— 11 h : « le fascisme et l'exclusion », avec l'association Réflex ;

— 15 h : « le travail et l'économie », avec Jacky Toublet (groupe Pierre-Besnard de la FA), Aimé Marcellan (CNT-AIT) et le Mouvement pour l'autogestion distributive (MAD) ;

— 18 h : fin des rencontres par un pot de l'amitié.

Un espace est réservé aux médias indépendants, journaux et radios libres. A cette occasion, une vidéo sur la fabrication du Monde libertaire est prévue.

Pour contacter la FA de Moselle, écrivez à : « Ne Plus Subir » c/o Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.

PARIS

**Sauvons le ciné-théâtre du Berry**

Le cinéma-théâtre de quartier Le Berry est en danger : la charogne a encore frappé. Profitant de son absence lors d'une audience au palais de justice pour l'augmentation de son loyer, reportée au 25 mai, Mme Leproux se retrouve pieds et poings liés devant les portes closes et enchaînées du cinéma Le Berry, un ordre de justice affiché à l'intérieur.

Au cœur de Belleville, Le Berry fait partie de ces endroits qui font chaud au cœur et que l'on a plaisir à retrouver. En passant du rock au théâtre, de l'animation de quartier au cinéma, d'un prix modique et ouvert à toutes les cultures, il a permis à plusieurs générations de spectateurs de s'y retrouver. Depuis plus de sept ans, Le Berry se bat pour avoir le droit d'exister face à un propriétaire qui refuse de renouveler son bail commercial. Des artistes y ont laissé des plumes : des spectacles étaient prévus. Lors de la saisie, des instruments de musique ont disparu et des bobines de films ont été endommagées.

Face à tous ses imposteurs pour qui la seule culture est le pouvoir et l'argent, soutenons Le Berry.

CNT-AIT

N.B. : pour de plus amples renseignements sur cette lutte de quartier, contactez la CNT-AIT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

**Associations**

CONTRE LE TOURISME SEXUEL

Dans le cadre de la campagne internationale End Child Prostitution in Asian Tourism (ECPAT) contre la prostitution infantile, les associations Agir ici et ECPAT-France (19, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 45.44.27.19), soutenues par une cinquantaine d'autres, mènent depuis le 21 mars et jusqu'au 30 juin une action spécifique auprès des agences de voyage.

L'objectif est d'obtenir leur participation à la diffusion d'un dépliant d'information sur le tourisme sexuel et la prostitution dont sont victimes des milliers d'enfants en Asie du sud et du sud-est notamment.

Cela se fait au moyen de cartes postales envoyées par les citoyens aux directeurs d'agences pour leur demander de joindre ce dépliant aux billets d'avion vendus sur les destinations où se développe le tourisme sexuel.

En date du 14 mars, déjà 280 agences avaient accepté de joindre ce dépliant, mais il existe environ 5 000 agences de voyage en France. Il y a donc encore beaucoup à faire auprès de celles-ci.

Si vous voulez disposer de cartes postales ou de tout autre document (un quatre pages et un mode d'emploi de cette campagne), contactez l'association Agir ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris. Tél. : 40.35.06.00 (demandez Catherine Glo).

FASTI : CÔTÉ BANDE DESSINÉE

La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés vient d'édition un supplément

à sa revue *Expression Immigré(e)s Français(e)s*. Il s'agit d'une BD sur les lois Pasqua, réalisée par la commission « Jeunes » de la FASTI. Cette BD, coûtant 20 F, est disponible auprès de la FASTI, 4, square Vitruve, 75020 Paris. Tél. : 43.60.84.41.

SAINT-QUENTIN : CONCERT POUR LES ENFANTS VICTIMES DU SIDA

Un concert au profit des enfants atteints par le sida se déroulera le samedi 23 avril à 15 h au Palais des Sports de Saint-Quentin (Aisne), avec Jean Guidoni, Nancy Holloway (jazz et rythm and blues) et d'autres.

PANTIN : PLASTIQUE PALISSÉE CARAMBOUILLE A « LA LOLA » (EXPO ET CONCERTS)

« La Lola » vous propose deux journées de concerts et d'exposition le samedi 23 et le dimanche 24 avril. Au programme :

— samedi 23, à partir de 17 h : Frères Combettes (extravagance swing), Kangourou (boxing rock), Los Quarks Unidos (disco punk), Stabat Mater (corosif blues) ;

— dimanche 24, à partir de 17 h : Deux singes en hiver (primatézique), Grzzz (aaarrrh), Kni Crik (Belleville sioux), Croaks (psycho rock nerveux) ;

— exposition avec Maxime Apostolo, Sylvette Carlin, Alric Cazal, J.-C. Choblet, Serge Dacko, Hélène Duplantier, Armelle Fox, Claude Guy, Josiane Romero, Marco Sellier, Jean-Pierre Jouagnoux et Nadine Claron.

Entrée : 40 F.

« La Lola », 8, rue Rouget-de-Lisle (métro Eglise-de-Pantin), 93500 Pantin.

MUSIQUE

**Pixamandurries**

Intéressante initiative que celle proposée par le groupe espagnol de Corça (Girona) Pixamandurries à travers l'édition d'un 45 tours autoproduit (1), ayant pour thème la lutte des Indiens du Chiapas au Mexique, victimes de la répression et de l'exploitation économique, sociale et culturelle. Des Indiens qui, malgré les souffrances et les humiliations, ont su garder dignité, liberté et révolte face à leurs oppresseurs de Mexico. Ce disque, accompagné d'un livret, comprend une chanson intitulée *Prisonniers du temps* et trois

morceaux de musique traditionnelle andalouse, dénommés par le groupe « folk-core », *La Tarantela*, *La Patum* et *La Manta al coll*.

Cette production, éditée en solidarité aux Indiens, verra la totalité de ses bénéfices versée à ceux-ci. Un disque à écouter, une démarche à soutenir.

B.N.

(1) Disponible contre 25 F (port compris) auprès du CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. Chèque à l'ordre du CECL. Pour diffusion, contacter l'association.

LITTÉRATURE

**La Révolution des Œillettes et la subversion dans les Lettres portugaises (1<sup>ère</sup> partie)**

**M**IS À PART le public lusophile, plutôt restreint, il appert que la littérature et les écrivains portugais demeurent peu connus en France. Ceci est évidemment regrettable. D'autant plus que, durant les années de la dictature, le rôle critique tenu par un grand nombre d'écrivains à l'encontre des institutions fascistes ne fut pas négligeable. En cette époque de célébration du vingtième anniversaire de la « Révolution des Œillettes » (ou des œillères, c'est selon...), la quasi hégémonie de Fernando Pessoa (1) (dont les panégyristes ne se comptent plus) sur les « belles lettres » lusitaines, a de quoi surprendre. Bien entendu, il n'est pas ici question de sous-estimer la valeur littéraire ou esthétique de son œuvre, mais de souligner que celle-ci ne trouve guère de correspondance sur le plan éthique.

Pessoa, pour ceux qui l'ignorent, fut l'homme des hétéronymes et, d'une certaine manière, le poète de l'ambiguïté. Mais, de l'ode qu'il composa en l'honneur du « préfaciste » Sidonio Pais (2), à sa *Défense et justification de la dictature militaire* du maréchal Gomes da Costa (3), il nous démontre qu'il est des cas où l'ambiguïté, faisant fi des paradoxes, se mue en d'amères certitudes. Au rayon des trompe-l'œil, *Le Banquier anarchiste*, titre de l'une de ses nouvelles, nous montre tout le goût que cet écrivain de génie avait pour les paradoxes. Ce qui prouve que chez le Déroulé des lettres lusitaines, le culte des muses faisait pendant à celui des inepties. Enfin, comme disait naguère Arthur Cravan (4) pour parler de Gide : « ...sa petite pluralité provient de ce fait qu'il pourrait très aisément être pris pour un cabotin. »

Pourtant, si l'on remonte un tant soit peu dans le temps, on constatera que l'impact de la littérature « militante », nourrie essentiellement par les « lumières » et les idéaux issus de la Révolution française, constitua, au Portugal, un phénomène bien tangible sur l'évolution des idées. La marquise de

Alorna, poétesse et grande admiratrice de Voltaire, et surtout, le poète Manoel Maria Barbosa do Bocage (5), comptèrent parmi les principaux diffuseurs des « lumières ». Mais, au sein de ce courant, qualifié par les historiens de pré-romantique, ce sera Bocage qui incarnera la fureur et la passion pré-révolutionnaires. Poète populaire (6), certainement l'un des plus populaires des poètes portugais, il fut celui dont la puissance d'exécration contribua à ébranler l'obscurantisme religieux.

Avec l'avènement du romantisme, le point culminant de cette littérature militante sera atteint par le poète et philosophe Antero de Quental (7). Ami de Michelet et fervent admirateur de Proudhon, il sera, avec quelques amis formés à l'université de Coimbra, l'un des animateurs des « Conférences libres ». Là, devant un public composé d'intellectuels et d'ouvriers, il exposa les principes fédéralistes et libertaires issus du socialisme proudhonien. Dans la période qui suit celle qui recouvre le

pages consacrés à Antero de Quental, tout autant que ses commentaires sur l'influence de la pensée proudhonienne sur les cercles littéraires, philosophiques et, nous l'avons vu, bien au-delà, méritent quelque estime.

En dépit de la parenthèse qu'ouvre la dictature militaire de Gomes da Costa, laquelle prélude à l'implantation de *O Estado Novo*, la subversion n'est pas pour autant éradiquée, ni dans la littérature ni dans la conscience et les actes des militants révolutionnaires. Ainsi, dans les années 30, inaugurant le roman sociologique, c'est l'écrivain Ferreira de Castro (9) qui maintient vivante une certaine idée de la dignité humaine. *Forêt vierge*, titre de l'un de ses romans traduit en français par Blaise Cendrars, constitue le fleuron d'un certain type de littérature où les mots, qui se veulent l'expression d'une réalité vécue, se trouvent lestés de tout le poids des drames humains. Car le voyage auquel Ferreira de Castro nous convie, exclut tout exotisme. Cette forêt amazonienne qu'il nous dépeint, possède, en cette époque légendaire de l'exploitation du caoutchouc, l'opacité de la misère, la tristesse du travail harassant et le visage hideux de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pourtant, ce qui caractérise cet écrivain de « race » qui, au début des années 40, refusa de poursuivre sa carrière de journaliste pour protester contre la censure de Salazar, c'est que ses personnages, en dépit de la dureté de leur condition, font comme il le fit lui-même, l'apprentissage de la solidarité. Toutefois, le plus beau geste qui sera accompli au Portugal pendant ces années de dictature, c'est au militant anarcho-syndicaliste Emidio Santana (10) et à ses camarades que le bon peuple portugais le doit, malgré le temps qui est long et la mémoire courte. L'attentat contre Salazar, puisque c'est de cela dont il s'agit, fut une des plus belles étincelles qui vinrent percer cette nuit de cinquante ans.

**Alfredo Fernandes (individu FA)**

« ...la subversion n'est pas pour autant éradiquée... »

début du XX<sup>e</sup> siècle, la CGT portugaise, de tendance anarcho-syndicaliste, constituait le « fer de lance » du prolétariat, dans ses luttes sociales et revendicatives.

C'est dans un livre imposant (plus de 800 pages) que José-Augusto França (8) dresse le panorama du romantisme au Portugal. Et, même si les influences de ce mouvement littéraire sur l'essor de la pensée « libérale » sont amplement commentées, il est bon de préciser que ce « libéralisme » originel, modéré par un certain humanisme et des préoccupations éthiques, était encore loin d'avoir débouché sur la conception basement économiciste d'aujourd'hui. Certes, *Le Romantisme au Portugal*, demeure avant tout une œuvre d'érudition. Néanmoins, une certaine objectivité de l'auteur, principalement dans les

l'introduit au Portugal de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

Aux éditions de la Différence, on peut lire : *Tendances générales de la philosophie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*.

(8) José-Augusto França, *Le romantisme au Portugal*, éditions Klincksieck.

(9) Œuvres de Ferreira de Castro en français : *Forêt vierge*, *La mission* (ouvrage dédié à Henry Poulaille), *Terre froide* et *Les émigrants*, aux éditions Grasset.

(10) Emidio Santana fut une des grandes figures du mouvement anarcho-syndicaliste portugais. Emprisonné à maintes reprises et déporté par le régime salazariste, il a laissé des livres où le récit de ses propres expériences de révolutionnaire se mêlent à celles de la classe ouvrière.

(suite au prochain numéro)

FANZINE

« On a faim ! »

*On a faim !* n° 18 est enfin sorti, et ça valait le coup d'attendre ! Changement de format une fois encore puisqu'il prend cette fois la forme d'un livre de 100 pages A5... Un sommaire très chargé comme de coutume avec, parmi tant d'autres choses passionnantes, les rapiers d'Assassin, les Fabulous Troubadors, Massilia Sound System, IAM, Too Mad Boy's, Marsu l'inévitable dans un numéro d'*On a faim !*, le label Roir, Bad Religion, la tournée épique des Pleum en Italie, racontée comme si vous y étiez, The Strangers... des photos superbes, des BD et pour couronner le tout, la cerise sur le gâteau, une compilation CR reggae, ragga, rap et rock (pour les jours de blues) où l'on retrouve 100 000 Mix, Torpedo, General O et Docteur Kobé (deux ex-Babylon Fighters), Chicken Chest et Leslie Thunder, Too Mad Boy's (ragga toulousain), Les Frères Bavarois (complices des Ludwig von 88), Claude Sicre (des fabuleux Troubadors) et Daniel Loddio, Atomic Kids, PP230, Trigger, Lafayette Loco, New Positive Force, Billy The Kick et Les Gamins en Folie (avec leur délicieux *Chant du Psycho*, qu'on entend partout en ce moment), Soleil Vert, Homeboys, Les Have-Nots, Hypnotik Sound (Sound System et Aioli) et Sanchez.

Le prix de tout ça est volontairement bas, comme toujours ! 60 francs, histoire de démontrer une fois encore que la loi du fric ne règne pas sur toute la musique !

De son côté, *On a faim ! Label*, à Poitiers, va sortir dans quelques semaines un disque des quatre groupes suivants : Original Disease de Vesoul, Un Dolor de Poitiers, Désert Culturel de Dijon et les Have-Nots de Bordeaux. Cet album (CD et cassettes) est vendu en souscription jusqu'au 30 avril : 80 F le CD et 40 F la cassette. Ceci afin d'assurer au mieux l'autofinancement du label et de proposer des prix les moins chers possibles.

Disponible à la librairie du Monde Libertaire ou chez *On a faim ! Label*, BP 166, 86004 Poitiers cedex et *On a faim ! Anarchy and Music*, BP 47, 76002 Saint-Etienne-du-Rouvray cedex.

Gil

N.B. : A ces adresses, vous pouvez encore vous procurer le n° 17 (Houlala le label, Massilia Sound System, Negu Gorriak, The Ex, Attila The Stockbroker, BD d'Azagra et de Besseron et Gil, Agent 86, De Konkurent...) et deux 45 tours : Les Have-Nots (*Who's Killed Durruti ?* et *Stained By Blood*), Massilia Sound System (*Chourmo*) et Bouducon Production (*L'Aliment*) : 50 F (frais de port compris).

Prochain enregistrement public de l'émission  
« En toute mauvaise foi » (Radio Libertaire - 89.4)  
animée par Julien et Alain Aurenche, avec la participation de Dame Guenivière  
dimanche 24 avril - de 15 h à 18 h  
La Folie en tête, 33, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris  
avec : Bob-René Têtu, Jean-Luc Debattice, Eddy Schaff, Kalifa, Edrys Londo et  
Jacqueline Rossis pour un hommage à Atahualpa Yupanqui

« BALISES DE SURVIE »

# Des sanisettes pour les pauvres

(suite de la « une »)

on veut nous faire croire que les capitaines d'industrie et les flibustiers de la finance vogueraient de concert avec le commun. Or, pas plus qu'ils ne naviguent dans les mêmes eaux, dominants et dominés ne sont embarqués dans le même bateau. Pour les premiers, l'image du paquebot convient effectivement. Mais, mis à part les tourmentes financières qui font de temps à autre chavirer les cours de la Bourse et le cœur des boursicoteurs, nul grain ne risque d'interrompre la croisière. Pour les seconds, en revanche, ce serait plutôt la galère. Pris dans le maelstrom des « mutations », technologiques ou autres, engendrées par la « guerre économique » qui met aux prises les firmes et les conglomérats sur le marché planétaire, beaucoup ont peur de sombrer à leur tour dans la misère. Or, de là vient peut-être le gros temps annoncé. Car si nos deux sauveteurs improvisés recommandent de mettre sans plus tarder des canots à la mer, c'est sans doute pour éviter qu'à la longue les exploités et les humiliés en viennent à se mutiner. Mais laissons-là ces métaphores marines et maritimes qui valent pour la société toute entière à une échéance plus ou moins lointaine, et voyons de quel secours peuvent bien être les « balises de survie » pour nos cités dans l'immédiat.

Tout au long de ces années de modernisation, de rationalisation et de restructuration de l'économie, la pauvreté, comme chacun sait, n'a cessé de croître et les pauvres de se multiplier. A tel point qu'on ne les qualifie plus de « nouveaux » depuis belle lurette, tant ils font désormais partie du paysage de nos villes. Cependant, à force de proliférer, ils finissent par le polluer. Ces zombies de la « crise », qui hantent les rues, les galeries marchandes ou les couloirs du métro, sont, en effet, souvent dépenaillés, malpropres et malodorants. Faute d'avoir accès à des soins médicaux décentes, ils sont en outre mal portants et donc éventuellement contagieux. Dans nos quartiers rénovés, nos rues ravalées et nos centres historiques réhabilités, le délabrement de ces gens à la tenue relâchée fait indéniablement désordre. Bref, dans la vitrine ritulante de l'entreprise France, ils déparent.

Adeptes de l'écologie urbaine, Paul Virilio et son acolyte de Boisguilleul ont trouvé une solution des plus hygiénistes pour enrayer la dégradation de l'environnement sous l'effet de ces « nuisances » d'un type nouveau : implanter sur la voie

publique des « lieux » pour inciter les SDF, clochards, zonards et autres abonnés au macadam, à se refaire de temps à autre une beauté. Comme ces passants qui s'esquivalent dans les toilettes Decaux pour se soulager, les *loosers* de « la France qui gagne » pourront ainsi s'engouffrer dans ces « bornes anti-échéec » (sic), pour se laver, se raser, nettoyer et repasser leurs vêtements, bref, redevenir des citoyens présentables. A défaut d'être invisibles, ils ne choqueront plus la vue. Ainsi la vision des pauvres sera-t-elle rendue plus supportable et, avec elle, celle de la pauvreté. « *Pauvres mais dignes* ». A l'orée du troisième millénaire, le vieux précepte des bien-pensants du siècle dernier a encore l'avenir devant lui.

On comprend l'accueil favorable dont ce projet d'assainissement urbain d'un genre inédit a pu bénéficier auprès de Jacques Chirac, Jean Tiberi et autres édiles de la capitale que l'on ne savait pas aussi sensibles au malheur des gens sans toit. Que ce soit place de la Réunion, quai de la Gare, sur l'esplanade du Château-de-Vincennes ou avenue René-Coty, le maire de Paris et ses associés n'avaient pas donné l'impression de compatir énormément au sort des familles jetées à la rue. Mais il ne faut pas confondre « mal logés » et « sans domicile fixe », même si la frontière est des plus poreuses entre

ce pas précisément là un parfait exemple de cette simulation généralisée dont il ne cesse par ailleurs de dénoncer l'emprise totalitaire ? Mais on verra plus loin que si totalitarisme il y a, en l'occurrence, ce n'est pas celui-là. En attendant, il faut reconnaître l'indéniable avantage, au plan financier, d'une solution qui revient à domicilier des gens sans avoir à les loger.

Toujours soucieuses de venir en aide aux plus démunis, pour peu que cela ne lèse pas les nantis, les municipalités ne pouvaient manquer de sauter sur pareille occasion. Outre la mairie de Paris, celles de Nantes, de Lyon, de Marseille proposent déjà d'offrir gracieusement des emplacements pour la réalisation de ce projet altruiste. Et cela d'autant plus volontiers que ceux-ci sont trop exiguës pour intéresser les partenaires habituels en affaires : promoteurs, banquiers, constructeurs, marchands de biens et marchands de villes de tout acabit. Après le partage du gâteau immobilier, on pourra toujours octroyer, au titre des bonnes œuvres, des miettes de terrains sans valeur foncière donc impropres à la spéculation : angles de rues, pieds d'immeubles aveugles... Des espaces résiduels, en somme, pour les résidus de la société.

Aussi modestes soient-ils, ces « petits objets architecturaux » supposent néanmoins un investissement minimal. Pour le rentabiliser, on se mettra à l'école de Jean-Claude Decaux. Sur les édicules placés bien en vue, seront apposés des panneaux publicitaires. Lors de la crise de 1929, des milliers de chômeurs avaient été obligés de se transformer en hommes-sandwichs. En ce siècle finissant, voici venue l'heure des homes-sandwichs. Et tant pis si leurs occupants éphémères n'y trouvent rien à croquer !

A ces hommes et ces femmes « à la dérive », il ne s'agit pas, en effet, d'assurer le gîte ni même le couvert, mais un « port d'attache » où ils pourront faire escale, le temps de se nettoyer et se changer, de prendre leur courrier, téléphoner, déposer ou récupérer des objets et des papiers personnels, de consulter la liste des « petits boulots » affichée à leur intention. Car il n'est pas question d'encourager le droit à la paresse. Avec les sanisettes philanthropiques de Boisguilleul et Virilio, les pauvres n'ont, de toute manière, plus qu'à bien se tenir. Au sens propre du terme, bien sûr, mais aussi au sens figuré.

Dans la métaphore du « port d'attache », le « port » importe moins que l'« attache ». Pour avoir accès aux

havres obligeamment mis à leur disposition, les « urbanautistes » devront être munis d'une carte à puce délivrée par les services sociaux municipaux, valable un mois et renouvelable. Comme quoi ces chiens perdus dans la jungle des villes ne seront pas toujours sans collier, fût-il électronique. Se pointer dans l'une des niches qui leur sont réservées sera une façon comme une autre, pour eux, de « pointer ». On

« Dans la métaphore du "port d'attache", le "port" importe moins que l'"attache". »

comprend maintenant pourquoi il était si urgent de permettre aux SDF d'« avoir une adresse à défaut de domicile ». Au travers de la sollicitude affichée à leur égard, perce en fait une vieille hantise des possédants et de leurs servants : contrôler les allées et venues de ces classes qui ne sont plus laborieuses, mais que l'oisiveté forcée ne rend pas pour autant moins dangereuses.

Une préoccupation qui, bien loin de s'estomper, revient de nos jours comme une obsession face à l'« invasion » de vrais-faux réfugiés

provoquée par la mondialisation chaotique du capitalisme. Car depuis l'« effondrement du communisme », les *boat-people* n'ont plus le vent en poupe. Placés sous haute surveillance télématique, les abris prévus pour « nos » exclus ne pourront servir de refuge à ces indésirables. « La balise ne représente donc pas des commodités (sic) pour les clandestins recherchés », croit bon de préciser de Boisguilleul. Après l'Armée du Salut, l'armée des salauds.

Les mêmes qui ont célébré les « grands travaux du Président » alors que la construction du logement social partait à vau-l'eau, proclament, Virilio en tête, qu'« aujourd'hui, il y a de petits travaux beaucoup plus utiles, beaucoup plus urgents ». Car il n'est évidemment pas question d'inverser les priorités, dans le domaine du logement comme ailleurs, en faveur des « déshérités ». On se contentera donc de faire un petit geste, architectural, cela va de soi, quitte à miser sur les gesticulations publicitaires habituelles pour lui donner un semblant de grandeur. Jusqu'à ce que cette imposture de taille ne suscite parmi les intéressés le seul geste qui vaille : un bras d'honneur.

Jean-Pierre Garnier

« ...largués dans le vide social de la galaxie urbaine post-moderne : les "urbanautistes"... »

les deux catégories. Les premiers s'entêtent à réclamer un logement et n'hésitent pas à manifester, à squatter, à exiger (quelle horreur !) la réquisition des appartements vacants. Tandis que les autres, moins revendicatifs et moins bruyants sont, paraît-il, voués au nomadisme. Jamais à court de néologismes pour gruger les gogos, Paul Virilio a forgé une appellation pour désigner ces naufragés qui, après avoir « plongé », se trouvent largués dans le vide social de la galaxie urbaine post-moderne : les « urbanautistes ».

Telle que la définit de Boisguilleul, la « nouvelles forme de domiciliation » à laquelle elles correspondent nous fait entrer de plain-pied dans le règne de cette fameuse « virtualité » dont son complice Virilio nous rebat les yeux comme les oreilles. Car, « avoir une adresse à défaut de domicile », n'est-

**PARIS**  
samedi 30 avril - 14 h  
réunion publique de la FA  
« Contre le chômage et la misère...  
pour le travail et le temps libre »  
Espace Voltaire  
4, rue Camille-Desmoulin (place Léon-Blum)  
métro Voltaire - 11<sup>e</sup> arrondissement  
(débat, stands, buvette)

**SOMMAIRE**

Page 1 : Plumons la volaille capitaliste (suite p. 3), Des sanisettes pour les pauvres (suite p. 8).	Page 6 : Aide aux Basques : un nouveau inculpé, Un Christ avec des lunettes ! (billet d'humeur), Nouvelles du front, Sauvons le ciné-théâtre du Berry, Associations, « Rencontres alternatives » de Saint-Avoird (le programme).
Page 2 : Un silence qui en dit long.	Page 7 : Pixamandurries (musique), « On a faim ! », La Révolution des Cellites et la subversion dans les Lettres portugaises (première partie).
Page 3 : Plumons la volaille capitaliste (suite de la « une »), Infos FA, « Semaine libertaire antifasciste » de Besançon (le programme).	Page 8 : Des sanisettes pour les pauvres (suite de la « une »).
Page 4 : La « révolution » italienne (première partie).	
Page 5 : Grande-Bretagne : La Fuel tax alimente la colère, Brèves espagnoles.	